

Algérie : L'ONU étudiera l'impact des incendies sur l'emploi

[Le programme des Nations Unies pour le Développement \(PNUD\)](#) en Algérie, lance une [consultation](#) pour le recrutement d'un expert national et d'un expert international pour effectuer une analyse de l'impact économique des incendies dans les régions affectées.

Les deux experts seront chargés d'élaborer la méthodologie de calcul pour déterminer les coûts économiques (directs et indirects), et de produire une estimation de l'impact économique direct des incendies avec différentes ventilations.

Ils seront également chargés de produire une estimation de l'impact économique indirect, d'effectuer une cartographie de tous les acteurs à impliquer dans la phase de revitalisation économique des zones affectées et enfin de formuler des recommandations et des orientations stratégiques.

L'Algérie est fortement exposée aux incendies de forêts, qui affectent chaque année en moyenne 33.000 Ha et parcourent davantage de terres, détruisant sur leur passage la faune, la flore, les paysages et les terres agricoles.

Lire aussi : [Un gala à Paris pour soutenir les victimes des incendies survenus en Kabylie](#)

Du fait du changement climatique, ces incendies ont connu une augmentation significative ces dernières années et représentent un risque majeur causant pertes écologiques, économiques et humaines.

En 2021, l'ampleur de ces incendies a été sans précédent, les conditions climatiques extrêmes caractérisées par une très forte sécheresse et des vents défavorables couplés à des facteurs humains volontaires ou involontaires ont provoqué des feux dévastateurs sur plusieurs wilayas du pays, ravageant plus de 90.000 Ha de terres. L'impact de ces incendies à récurrence annuelle est multiple et affecte les paysages, la biodiversité, aggrave le risque d'érosion et contribue à diminuer le stockage de carbone. En outre, ces incendies ont notamment une incidence socio significative et contribuent à la perte économique de valeur en termes de production de produits forestiers et affectent les moyens de subsistance des populations locales.